LETTRE N°33 DU CESER AUVERGNE RHONE ALPES

OCTOBRE 2026

Avis sur les orientations budgétaires 2027 de la Région AURA

Rappel :

Les conseillers du CESER votent sur les textes du CESER et non pas sur les politiques régionales ou nationales

Considérant l'équilibre global du texte du CESER et la prise en compte de nos remarques, la Cgt a **voté pour**

Contexte

Le CESER s'exprime sur les documents budgétaires de la région

Expression de la Cgt et de la Fsu

La première partie du rapport dépeint les conséquences d'une politique libérale d'austérité et de rabotage des services publics. Nous rappelons au passage, que le gouvernement a publié en octobre 2026 un chiffrage officiel évaluant les aides publiques aux entreprises à 166 milliards d'euros pour l'année 2024. Cette information peut être une source d'inspiration pour les décideurs publics en recherche de renflouement des caisses de l'Etat et de moyens aux collectivités territoriales.

La démonstration traditionnelle du satisfecit budgétaire sous le prisme de l'exemplarité, de la maitrise du niveau d'investissement et de l'endettement, laisse peu de place aux réponses à la vraie question : **est-ce que le budget 2027 répond aux besoins du territoire et de l'ensemble de ses habitants ?**

Au regard du contexte national, avec une jeunesse lycéenne dans la rue revendiquant de meilleures conditions d'études, un point spécifique "Plan Marshall" des lycées aurait pu donner matière à rassurer jeunes, parents et professionnels. En effet, les moyens dédiés, par exemple à la sécurité via des portiques, sont-ils utilisés à bon escient au regard du vécu des jeunes et des professionnels des établissements ? Nous n'en saurons rien. Seul le budget supplémentaire évoque une autorisation de programme de 10 millions d'euros pour réparation de dégâts occasionnés à la suite des événements récents. La présentation d'un point d'étape du Plan Marshall 2 sur l'état des lieux du bâti des lycées et de leurs équipements ainsi que de leur fonctionnement s'avère incontournable.

De même, la canicule et la sécheresse extrême de 2026 auraient appelé à une réflexion particulière sur la mobilisation des moyens. L'absence de moyens spécifique en ces domaine montre une cécité inexcusable pour l'avenir.

Nous n'aurons pas plus d'information sur les moyens globaux fléchés aux JOP 2030, ce qui interpelle d'autant plus, que l'exécutif régional ambitionne une grande stratégie "Faire de la Région la première destination montagne durable d'Europe".

Aucune vision inscrite sur la pyramide des âges qui pourrait alerter plus d'un responsable du personnel : De GPEC ou autre stratégie pour palier à l'effondrement des effectifs dans peu de temps, nous n'en trouvons trace. Peut-être la Région espère-t-elle faire vivre un vieux rêve libéral : celui d'une collectivité publique fonctionnant, in fine, sans agent ? Rêve déjà partiellement amorcé avec le ratio de personnel le plus bas de l'ensemble des Régions.

En effet, le ratio de charges de dépenses de personnel dans les dépenses de fonctionnement, au sein de la collectivité, poursuit sa baisse : de 17,5 % à 14 %, ce qui en dit long sur la baisse réelle des autres dépenses de fonctionnement.

L'exécutif reste sur ses rails, poursuivant sa mandature hors contexte. De rails, justement, il en est question au sujet de la poursuite de la trajectoire d'ouverture à la concurrence. Une trajectoire qui loin d'occasionner une amélioration des conditions de transports des usagers et une meilleure desserte des territoires, ira probablement rejoindre toutes les expériences désolantes d'ouverture à la concurrence en Angleterre comme en Allemagne. Quant aux comptes de la société publique locale, créée en janvier 2025, dont le CESER devait pouvoir disposer, ceux-ci devant être déjà clos, il semblerait que nous devions encore attendre pour en avoir connaissance.

***Membres CGT de la commission** : Laurence Margerit, Chantal Sala, Fabrice Canet, Laetitia Planche*

Lire l'intervention intégrale sur le site internet : www.cgt-aura.org